

La France, symbole de l'Europe

Author : Julien Mirabole

Categories : [Politique](#)

Date : 14 juin 2016

Comme l'a récemment remarqué un journaliste espagnol, la France concentre les tares de l'Europe : conflictualité, complexité, faiblesse de la démocratie et du pouvoir. Ces différents aspects sont liés entre eux, et la conflictualité en est le cœur.

Nous sommes fiers de nos révolutions. Nous pensons qu'elles sont le signe de notre avant-gardisme. La statue de la liberté exprime cette vision flatteuse que nous avons de nous-mêmes : une France éclairant le monde, montrant aux autres pays le chemin vers la liberté, l'égalité, la justice et la démocratie.

Gardons-nous de notre vanité. Prenons un peu de recul, examinons les faits. La France n'a pas inventé la démocratie moderne, et aujourd'hui encore elle n'est un modèle ni pour la démocratie, ni pour le respect des droits de l'homme. « Liberté, égalité, fraternité » : ce slogan brille en France comme la lumière brille dans la nuit. Il suffit de le renverser mot à mot pour obtenir un excellent diagnostic de nos tares : « Complexité, privilèges, conflictualité ».

Il faut se rendre à l'évidence : notre tradition révolutionnaire n'est pas le signe de notre avance sur le reste du monde, mais au contraire de notre incapacité à évoluer autrement que par le conflit. Les changements que les autres pays accomplissent progressivement, par la négociation, ne sont possibles en France qu'au dernier moment, quand la situation devient intenable ; ils se font alors dans une explosion de violence, avec toute l'irrationalité, l'inefficacité, le gâchis et la souffrance humaine correspondantes. D'où le mal-être français, qui ne vient pas de nulle part mais de causes sociales bien réelles.

La société française n'est pas révolutionnaire mais conservatrice, figée, bloquée, rigide. Nous ne sommes ponctuellement révolutionnaires que parce que nous sommes extrêmement conservateurs le reste du temps. Ne pas comprendre ce paradoxe, c'est se condamner à ne jamais en sortir.

Les conflits sont un mal européen. Il a fallu deux guerres mondiales, rien de moins, pour que l'Europe se décide à éradiquer la guerre de son territoire. Ce que nous avons réussi au niveau de l'Europe, il faut maintenant le faire à l'intérieur même de la France. Cela suppose, principalement, de le vouloir. Donc de comprendre à quel point les conflits sont nuisibles.

Cette partie n'est pas gagnée d'avance. Car notre culture du conflit repose en partie sur un véritable culte du conflit. Nous avons tendance à les considérer comme un mal inévitable, ou même comme une bonne chose, positive et constructive. Cette vision s'enracine dans une longue tradition de philosophie dialectique, qui remonte à Héraclite, Platon, Hegel, Marx et même Kant (avec le concept d'insociable sociabilité), et qui débouche, au XIXe siècle, sur le concept de « lutte

des classes » qui fait florès en France.

Seulement, les apologues du conflit ne peuvent se réclamer de cette illustre tradition philosophique qu'au prix d'un contresens total. Car ce qui est moteur, dans l'histoire et dans la pensée, ce n'est pas le conflit, c'est l'antagonisme. Nuance importante. Car c'est précisément l'invention de dispositifs pour éviter les conflits et les guerres qui fait progresser l'humanité vers la civilisation. Notre mentalité française en la matière est donc un contresens et une impasse. Il faut plutôt suivre Spinoza : « Dans la mesure où les hommes vivent sous la conduite de la raison, ils s'accordent toujours nécessairement en nature. » Autrement dit : les conflits sont toujours le produit de la bêtise.

A en juger par ses conflits, la France est certainement le pays le plus bête du monde, du point de vue de l'intelligence collective. Mais c'est aussi le pays des Lumières et de la raison. Il n'y a pas de fatalité. Nous pouvons surmonter notre mal. Il suffit de le vouloir.

On se lamente régulièrement du déclin de la France, et tout le monde admet, pour le déplorer ou le redouter, que toute civilisation meurt un jour. Voyons donc le côté joyeux de cette idée lugubre : si les cultures sont mortelles, alors a fortiori nous pouvons les tuer nous-mêmes, les réformer avant qu'elles nous entraînent dans leur chute. La révolution culturelle est non seulement possible, mais nécessaire.

Le moteur de l'histoire n'est donc pas le conflit mais les dispositifs qui permettent de les éviter. Nous avons besoin aujourd'hui de tels dispositifs. Il faut agir principalement à deux niveaux, politique et syndical.

Au plan politique, il faut renforcer la démocratie. Cela doit se faire à la fois par un renouvellement et un assainissement de la classe politique, et par des dispositifs visant à impliquer et responsabiliser les citoyens pour mettre fin au mélange d'hystérie et d'hypocrisie qui règne en France.

Concrètement : lutter contre l'abstention, par exemple en permettant le vote sur internet. Limiter plus strictement le droit de grève et de manifestation, qui ne sauraient se transformer en blocages et en troubles à l'ordre public. Limiter la durée des mandats politiques dans le temps pour renouveler la classe dirigeante.

Au plan syndical, on peut s'inspirer de ce qui fonctionne chez nos voisins. La consensualité des sociétés scandinaves ne leur tombe pas du ciel. Elle résulte de dispositifs ingénieux et très efficaces qui visent à empêcher la naissance des conflits sociaux :

- Les avantages obtenus par les syndicats ne bénéficient qu'à leurs adhérents, ce qui incite fortement les travailleurs à se syndiquer. Paradoxalement, ce dont nous souffrons en France est de la faiblesse du syndicalisme. Abandonner les syndicats aux « minorités actives », c'est les condamner à l'idéologie, à l'irresponsabilité et au conservatisme. Par ailleurs un syndicat fortement représentatif n'a pas besoin d'organiser d'abord une manifestation réussie pour obtenir la légitimité de négocier.
- Les journées de grève sont payées aux salariés par les syndicats, ce qui incite évidemment les syndicats à éviter le conflit.
- Un conciliateur national est informé des grèves par avance. Il a le pouvoir de repousser tout

préavis de grève pour parvenir à un accord. En cas d'échec, il a le pouvoir de faire voter ses propositions de conciliation au Parlement.

- Les grèves sont interdites sur les points et les périodes couverts par des accords collectifs.
* Au-delà de ces dispositifs institutionnels, il ne faut pas perdre de vue le véritable objectif, si ambitieux soit-il, qui est de changer nos mentalités, de nous rendre plus adultes, plus responsables, plus impliqués, plus démocrates, plus cohérents. Les institutions ne peuvent pas produire entièrement ce changement ; mais elles peuvent y contribuer fortement. Le sens de l'histoire, pour la France, est le même que pour l'Europe : il s'agit de mettre fin à nos conflits. Notre responsabilité historique, aujourd'hui, est de comprendre leur nuisance avant qu'ils nous tuent comme ils ont tué l'Europe.